

Responsable : Joëlle Le Marec

DEMANDE D'ALLOCATION DE RECHERCHE 2010

(données à joindre au dossier du projet)

		RESPONSABLE DE LA THESE	CO-DIRECTEUR EVENTUEL
Classement a l'intérieur du projet : _____	Appel Titre Nom Prénom Institution	Pailliar Isabelle Professeure Gresec, université Stendhal	
Ecole doctorale N°50		INTITULE Université Stendhal	ETABLISSEMENT
DOMAINE DE RECHERCHE	Rue code/lieu Pays Téléphone Télécopie E-mail	Institut de la Communication et des Médias, 38130, Echirolles, 0456528713 0456528710 Isabelle.pailliar@u-grenoble3.fr	
Sciences de l'information et de la communication			

TITRE DU PROJET

Débats publics et enjeux scientifiques et techniques : analyse des structures et des dispositifs de médiation

BRÈVE DESCRIPTION

Responsable : Joëlle Le Marec

La notion de démocratie et ses déclinaisons dans les termes de concertation et de participation connaissent des mutations en partie sous l'emprise du développement des stratégies de communication et de la médiatisation de la communication, c'est-à-dire l'usage croissant de dispositifs techniques dans les échanges sociaux, selon l'expression de Bernard Miège. Ainsi loin de permettre des échanges en « direct » entre habitants et élus par exemple, ou une démocratie directe (en permettant à des individus d'exprimer des avis sur telle ou telle opération d'habitat), comme le laissent paraître les discours de promotion des nouvelles techniques, la médiatisation de la communication introduit des dispositifs complexes d'écriture, de mise à disposition d'informations au statut très divers, de filtrage, etc. Par ailleurs, la mise en événement de dispositifs démocratiques conduit le plus souvent à une valorisation des politiques locales, à un renouvellement de leurs formes institutionnelles (mise en évidence de la parole des élus locaux, construction de la « figure de l'habitant » actif, susceptible de s'impliquer dans les affaires locales) et à une réaffirmation de l'autorité politique. Ainsi les dispositifs semblent plus d'intégrer dans des stratégies de communication politique de gestion des opinions et d'anticipation des conflits. Dans le cadre des nanotechnologies, les collectivités territoriales révèlent une difficulté pour mettre en œuvre des processus délibératifs sur des questions portant sur les enjeux économiques de leurs investissements. En cela les enjeux portent sur le gouvernement local des techniques et sur les politiques locales menées dans ce cadre. Les dispositifs relativement bien rodés dans le cadre de l'urbanisme ou des enquêtes publiques en matière d'environnement se heurtent là à une spécificité qui n'est pas traitée dans les politiques de communication des collectivités territoriales.

Cet exemple sur les processus délibératifs dans le nanotechnologies illustre des pistes de recherche que cette demande d'allocation de recherche devrait approfondir pour traiter des enjeux de la science et de la technique dans la société : d'abord la territorialisation des thématiques scientifiques et techniques apparaît comme une nouveauté. Ensuite la notion même de „participation“ pose question : simple formulation des expressions publiques, nouvelle forme de culture scientifique, construction progressive de problèmes publics ou encore contribution à la décision? Enfin la dimension sociétale des questions techniques et scientifiques (la notion de contrôle, d'éthique, de risques, de développement, d'égalité..) se présente comme un élément déterminant de la publicisation des activités scientifiques et techniques. On le voit dans tous les cas, le secteur de l'information-communication est présent : à travers les instances de médiation, à travers les dispositifs mis en place, à travers les registres de discours utilisés par ces structures, à travers les modalités de l'engagement public des acteurs, à travers les pratiques d'information des individus. L'objectif de cette thèse est d'analyser les formes de publicisation des questions scientifiques et techniques à travers d'une part les dispositifs institutionnels territoriaux et ou territorialisés (dans le cadre de la CNDP par exemple) de consultation, et d'autre part la construction publique de questions sociétales qui émergent dans le cadre des sciences et techniques, l'hypothèse sous-jacente étant que c'est l'articulation de ces deux instances qui est à prendre en compte, elle met donc au centre de la thèse la question des médiations.

DEMANDE EVENTUELLE D'EQUIPEMENT

1200 euros pour l'achat d'un ordinateur portable

LIEU ET DATE : le 15 octobre 2009

SIGNATURE

Responsable : Joëlle Le Marec

Pailliant
Isabelle Pailliant

ANNEXE : X oui O non

Développement :

Le domaine des nanotechnologies et des nanosciences a donné lieu depuis plusieurs années à une abondante littérature (rapports publics, déclarations de responsables industriels, ouvrages de vulgarisation) et également à la mise en œuvre de procédures « participatives ». Dans ce cadre, il s'agit de mettre en œuvre des fonctionnements qui permettent « une démocratisation des choix scientifiques ». Des expériences se sont tenues à Grenoble (débat Nanoviv en 2006) et en région Ile de France (en 2007) mettant en place des « dispositifs de participation des publics à l'élaboration des choix scientifiques et techniques¹ ».

Les premières analyses consacrées à ces expériences « participatives » soulignent combien ces dernières sont dépendantes des contextes et des logiques institutionnelles. Du même coup la dimension participative, c'est-à-dire la place laissée à l'expression publique et contradictoire des acteurs, est limitée par des positions pré-existantes. Ainsi pour la collectivité territoriale à l'initiative les débats *Nanoviv*, ceux-ci s'intègrent dans les stratégies politiques de publicisation des responsables politiques locaux. Les usages politiques de ces outils conduisent à la promotion (quasiment au sens marketing du terme) de la décision, la démarche des élus devient une anticipation des conflits, les dispositifs se présentent comme des moyens de favoriser une acceptation sociale du développement des nanotechnologies dans l'agglomération grenobloise. La question de la participation des citoyens ne se résume pas à la simple mise en place des dispositifs, des supports ou des outils de dialogue mais s'intègre dans des stratégies fondées sur l'instrumentalisation de la notion de démocratie et des procédures de débat, appréhendées comme des mesures d'accompagnement des décisions et de justification de celles-ci.

Pour les acteurs socio-économiques, l'enjeu de ces débats repose sur leurs capacités à discuter dans l'espace public : le CEA, les entreprises, les laboratoires publics ou privés, et les universités ne disposent pas d'une culture de l'expression publique et contradictoire. Ils sont présents sur la scène publique pour promouvoir ou défendre les orientations de leurs institutions.

Pour les médias, la relation des journalistes locaux avec les institutions politiques locales et avec les autorités scientifiques reste souvent marquée par une absence de distance. Ils sont rarement les révélateurs critiques des enjeux de pouvoir.

Pour les associations, la posture à adopter révèle bien l'ambiguïté de ces processus participatifs : entre le risque d'être associées à une opération de promotion économique et politique, et la nécessité de sensibiliser une population ou d'exprimer publiquement un profond désaccord.

On le voit, les objectifs de démocratisation des choix technologiques et scientifiques peuvent être marqués par une fermeture des discours des uns et des autres plutôt que par une discussion et des échanges. Pour les acteurs, il s'agit d'indiquer des positions ou d'en contrer d'autres plus que de proposer des réflexions ou de favoriser la circulation des informations. Bref, de refuser la notion même

¹ *Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies. Les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques?* (sous la direction de Pierre Benoit Joly, Rapport final, septembre 2005).

Responsable : Joëlle Le Marec

de débat au sein de ces rencontres et de délimiter les modalités –devenues du coup fort restreintes- de l'interpellation publique. En cela, les débats *Nanoviv* illustrent les stratégies pour contrer les modes de délibération : ils mettent en valeur les conditions d'acceptation de la concertation locale et les formes de refus de celle-ci tant du côté des acteurs économiques et politiques que de celui des associations.

Les débats *Nanoviv* s'inscrivent dans plusieurs mouvements en cours qui doivent être suivis plus précisément.

- D'abord l'extension des processus de concertation à l'ensemble des champs sociaux. Les revendications pour une plus grande démocratie semble affecter l'ensemble des champs sociaux : dans l'entreprises, au sein de l'appareil éducatif, dans la sphère familiale, l'exigence démocratique marque les rapports sociaux et ne se cantonne pas seulement à la sphère politique. Le constat met ainsi en évidence la banalisation de la notion de démocratie locale et des processus participatifs l'accompagnant (banalisation du moins au regard de son dynamisme et de sa nouveauté présentes dans les années soixante dix) et en même temps la valorisation de la dimension démocratique étendue à l'ensemble de la société. Cette tendance s'est concrétisée dans l'officialisation de procédures de participation des habitants en particulier dans les enquêtes publiques, impulsées depuis plusieurs années par les différents ministres de l'Environnement. Ces situations sont dues à la fois à la promulgation de nouvelles lois en matière de consultation publique, à la création de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) et plus généralement à l'introduction dans les niveaux territoriaux (la Région, le département ou les communes) de procédures d'information et de concertation (« Etats généraux », débats participatifs, ou encore, dans une dimension plus politico-administrative, enquêtes publiques). La variété de la terminologie recouvre des situations très hétérogènes : situations de débat ayant lieu après les décisions, modalités de concertation se déroulant pendant des périodes de congés, utilisation des débats à des fins de promotion individuelle, ou de gestion anticipée de conflits, formes de « démocratie événementielle² »... La question de la dimension démocratique de ces opérations est donc posée, elle renvoie cependant à une évolution plus générale que certains auteurs désignent sous l'expression de « démocratie dialogique³ » ou encore de « démocratie du public⁴ ». Dans tous les cas, les modalités d'information et de communication des individus se présentent comme centrales. Ainsi les débats *Nanoviv* mettent sur la scène publique locale les sciences et les techniques, d'une part en prenant en compte les demandes d'information de la part de certaines catégories d'habitants d'autre part en obligeant les acteurs politiques et socio-économiques à intervenir publiquement. L'originalité de ces débats et plus généralement des questions portant sur les nanosciences et les nanotechnologies est d'introduire dans l'espace local des acteurs nouveaux, du moins peu enclins à intervenir localement (les industriels et les scientifiques par exemple). Il n'est cependant pas sûr que sans le volontarisme des élus (ou plutôt de certains élus) et l'entrée en jeu des associations les modalités de débats et de confrontation sur la scène locale existent et se stabilisent de façon pérenne. Cependant le thème des nanotechnologies offre une diversité de registres d'argumentation, d'information et d'expressions qu'il convient de suivre, considérant que ce thème illustre les nouveaux rapports des sciences et des techniques avec les territoires.

- Ensuite la notion même de démocratie et ses déclinaisons dans les termes de concertation et de participation connaissent des mutations en partie sous l'emprise du développement des stratégies de communication et de la médiatisation de la communication, c'est-à-dire l'usage croissant de dispositifs techniques dans les échanges sociaux, selon l'expression de Bernard Miège. Ainsi loin de permettre des échanges en « direct » entre habitants et élus par exemple, ou une démocratie directe (en

² Pailliar I., « Les enjeux locaux de la démocratie électronique », revue *Hermès*, n°26-27, 2000

³ Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., *Agir dans un monde incertain*, Seuil, 2001, p.215

⁴ Manin B., *Principes du gouvernement représentatif*, Champs/Flammarion, 1996, p.279,

Responsable : Joëlle Le Marec

permettant à des individus d'exprimer des avis sur telle ou telle opération d'habitat), comme le laissent paraître les discours de promotion des nouvelles techniques, la médiatisation de la communication introduit des dispositifs complexes d'écriture, de mise à disposition d'informations au statut très divers, de filtrage, etc. Par ailleurs, la mise en événement de dispositifs démocratiques conduit le plus souvent à une valorisation des politiques locales, à un renouvellement de leurs formes institutionnelles (mise en évidence de la parole des élus locaux, construction de la « figure de l'habitant » actif, susceptible de s'impliquer dans les affaires locales) et à une réaffirmation de l'autorité politique. Ainsi les dispositifs semblent plus d'intégrer dans des stratégies de communication politique de gestion des opinions et d'anticipation des conflits. Dans le cadre des nanotechnologies, les collectivités territoriales révèlent une difficulté pour mettre en œuvre des processus délibératifs sur des questions portant sur les enjeux économiques de leurs investissements. En cela les enjeux portent sur le gouvernement local des techniques et sur les politiques locales menées dans ce cadre. Les dispositifs relativement bien rodés dans le cadre de l'urbanisme ou des enquêtes publiques en matière d'environnement se heurtent là à une spécificité qui n'est pas traitée dans les politiques de communication des collectivités territoriales.

Cet exemple illustre des pistes de recherche que cette demande d'allocation de recherche devrait approfondir pour traiter des enjeux de la science et de la technique dans la société dans une Région qui se veut „Citoyenne“ : d'abord la territorialisation des thématiques scientifiques et techniques apparaît comme une nouveauté : mouvements associatifs d'opposition radicale, recherche d'une réassurance des responsables politiques locaux, faiblesse des médias traditionnels dans ces opérations de participation, valorisation des „découvertes“ scientifiques au sein des supports de presse. Ensuite la notion même de „participation“ pose question : simple formulation des expressions publiques, nouvelle forme de culture scientifique, construction progressive de problèmes publics ou encore contribution à la décision? Tout comme l'engagement profane spontané, direct, immédiat, la notion de participation revoie tout à la fois à une idéologie, une procédure de gouvernance locale et une exploration des modalités différenciées des paroles publiques.

Enfin la dimension sociétale des questions techniques et scientifiques (la notion de contrôle, d'éthique, de risques, de développement, d'égalité..) se présente comme un élément déterminant de la publicisation des activités scientifiques et techniques. On le voit dans tous les cas, le secteur de l'information-communication est présent : à travers les structures de médiation, à travers les dispositifs mis en place, à travers les registres de discours utilisés par ces structures, à travers les modalités de l'engagement public des acteurs, à travers les pratiques d'information des individus. Les procédures de participation existent localement depuis les années 70, la place prise par les enjeux sociaux des activités scientifiques et techniques reprend donc des modalités de consultation présentes dans d'autres secteurs (l'urbanisme et l'environnement) locaux et étudié dans des travaux en particulier sur la démocratie locale au sein de la communication des collectivités territoriales. Ces dispositifs sont relativement bien „rodés“ par les acteurs locaux, ils offrent cependant des situations inédites du fait des acteurs sollicités (peu enclins à l'expression publique), du statut même de l'information diffusée et de la tension entre l'universel (la science) et le territoire (le particulier), révélatrices des nouvelles formes d'un espace public sociétal.

Bibliographie

BOURG D., BOY D., *Conférences de citoyens, mode d'emploi*, 2005, Editions Charles Léopold Mayer/Descartes&Cie, Paris

BOURG D., KAUFMANN A., *Risques technologies et débat démocratique*, 2007, La documentation française (problèmes politiques et sociaux)

CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y., *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, 2001, Le Seuil,

CATELLIN S., « Le recours à la sciences-fiction dans le débat public sur les nanotechnologies : anticipation et prospective » revue *Quaderni*, n°61, automne 2006,

Responsable : Joëlle Le Marec

CAUNE J., « Les discours sur les nanos : construction d'une nouvelle science et/ou controverses sur le progrès ? » revue *Quaderni*, n°61, automne 2006

DUPUY J-P., ROURE F., *Les nanotechnologies : éthique et prospective industrielle*, 2004, La documentation française

HABERMAS J., *La technique et la science comme idéologie*, 1973, Gallimard

JACOBI D., *La communication scientifique : Discours, figures, modèles*, 1999, Grenoble : PUG

JOACHIM C., PLEVERT L., *Nanosciences, la révolution invisible*, 2008

KERORGUEN de Y., *Les nanotechnologies, espoir, menace ou mirage*, 2006, éditions Lignes de repères,

MANIN B., *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, 1996,

PAILLIART I. (dir.), *La publicisation de la science : Exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, 2005, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble

PESTRE D., *Science, argent et politique. Un essai d'interprétation*, 2003, Paris, Inra

REVEL M., BLATRIX C., BLONDIAUX L., FOUNIAU J-M., HERIARD DUBREUIL B., LEFEBVRE R., (dir) *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, La découverte, 2007

SINTOMER Y., *Le pouvoir au peuple*, La découverte, 2007,

Suraud M-G, *La catastrophe d'AZF: de la concertation à la contestation*, La documentation française, 2007

Rapports et actes de colloques

Académie des sciences, académie des technologies, *Nanosciences, Nanotechnologies*, Editions Tec et Doc, 2004

BENOIT P-B, *Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies. Les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques ? Rapport pour la communauté d'agglomération grenobloise*, INRA/Grenoble Alpes Métropole, 2005

Ministère de l'écologie et du développement durable, *Nanotechnologies, nanoparticules, quels dangers, quels risques ?* » Comité de la prévention et de la précaution, rapport, mai 2006, Paris